

Le 8 mars

Toutes et tous en grève



**Écart de salaires, travail invisible,
violences sexistes et sexuelles,
offensive réactionnaire à l'école :
ça suffit !**

Le 8 mars c'est la journée internationale pour les droits des femmes. Mobilisons-nous pour les droits des femmes et de toutes celles et ceux qui subissent le patriarcat. Pour cela, investissons au maximum l'ensemble des lieux possibles, matériels ou non et dans tous les domaines.

En Espagne, cette mobilisation du 8 mars a bloqué le pays !

Inspirons-nous de nos camarades et créons un mouvement unitaire et puissant, qui porte nos revendications !

**Le 8 MARS, portons nos revendications
par la GRÈVE !**

**AG interprofessionnelle en mixité choisie
(sans homme cis) Bourse de St Denis à 10h**

MANIFESTATION 14h métro Gambetta

Lutter contre les violences sexistes et sexuelles dans l'éducation !

Depuis la **circulaire du 9 mars 2018**, les textes réglementaires obligent l'employeur à la mise en œuvre d'un **dispositif de signalement et de traitement des violences sexuelles et sexistes**. Il aura fallu attendre début 2023 pour que l'Éducation nationale le mette en place.

Dans notre académie, la cellule est noyée dans une cellule plus large contre le harcèlement et les violences. Cela ne suffit pas, nous devons nous mobiliser pour défendre et obliger l'employeur à remplir ses responsabilités de protection des personnels.

Ces cellules doivent être indépendantes de la hiérarchie et les personnels qui y travaillent doivent être formés.

SUD éducation revendique :

- la reconnaissance et la prise en charge systématique par la hiérarchie de tous les comportements sexistes oppressifs : des remarques aux attouchements, en passant par le harcèlement sexuel, subi par les élèves et par les personnels,
- des moyens et des formations pour les personnels en charge des cellules contre les violences sexistes et sexuelles dans notre académie.

Contre l'offensive réactionnaire, une véritable éducation antisexiste et antiraciste !

Ces dernières années, l'Éducation nationale a été attaquée par de nombreux groupes réactionnaires, de la Manif pour tous aux Parents vigilants. Ces collectifs visent particulièrement les séances d'éducation à la vie affective et sexuelle. **Or, pour que la mise en œuvre de ces séances soit assurée**

partout, comme prévu dans les textes officiels, plus de moyens doivent être alloués à la formation des personnels. Celle-ci doit, de plus, être faite dans une perspective non hétéro- et cis-centrée, c'est-à-dire qui mette sur un pied d'égalité toutes les orientations sexuelles et toutes les identités de genre.

La domination patriarcale n'est pas la seule forme de domination qui pèse sur les individus : capitalisme et système de classes, racisme et discriminations. **À nous de veiller pour ne pas laisser le féminisme se faire instrumentaliser et servir des argumentaires xénophobes.** Nous rappelons notre opposition à la

note de service islamophobe qui interdit l'abaya. Une fois de plus, c'est essentiellement le corps des femmes qui est contrôlé. Nous refusons également que nos collègues musulmanes soient prises à partie par la hiérarchie lorsqu'elles portent le voile en dehors des établissements.

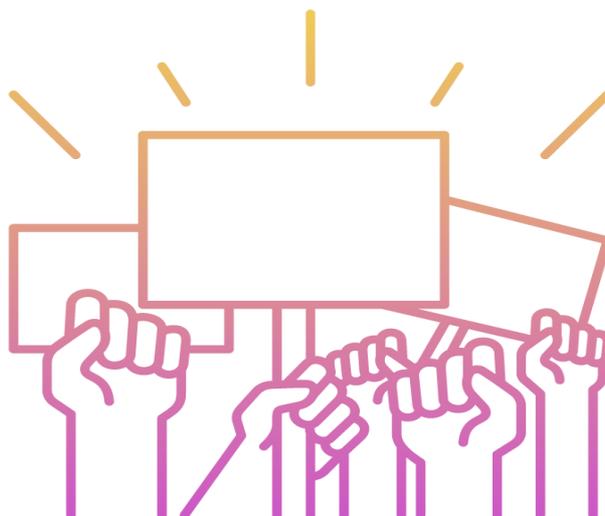
Enfin, la loi Darmanin qui attaque le droit des étrangè·es de manière extrêmement violente, va toucher tout particulièrement les femmes, qui sont plus précaires. Leurs enfants, ce sont nos élèves.

Sans oublier tou·tes les collègues étrangè·es, qui en plus d'être discriminé·es par la clause de nationalité qui les empêche de passer le concours, se verront encore plus précarisé·es dans leur renouvellement de papiers.

Restons vigilant·es et mobilisé·es contre les discriminations racistes, sexistes et LGBTQIphobes. Travaillons à un renversement radical des oppressions malgré toutes les intimidations réactionnaires.

SUD éducation revendique :

- l'effectivité des séances d'éducation affective et sexuelle,
- la réintégration du concept de genre dans les textes officiels et sa prise en compte dans des programmes élaborés,
- la mise en place de dispositifs permettant aux élèves de réfléchir aux discriminations et de déconstruire les stéréotypes,
- l'abrogation de la loi de 2004.



Pour une véritable égalité salariale et la reconnaissance des métiers féminisés !

Dans l'Éducation nationale, les femmes gagnent 13,6% de moins que les hommes. On connaît les mécanismes qui engendrent ces inégalités : 78% des temps partiels concernent les femmes, les

De plus, le partage inégal des tâches ménagères et parentales, de même que le système de promotion et de notation favorise les progressions de carrière des hommes et aggrave donc les inégalités.

Dans l'Éducation nationale, les femmes sont sur-représentées dans les professions les plus précaires et

hommes prennent davantage d'heures supplémentaires, ils sont plus représentés dans les corps les mieux rémunérés et sont davantage promus par la hiérarchie.

les moins rémunérées.

Par exemple, 92% des AESH sont des femmes. Elles ont un rôle essentiel dans la scolarisation des élèves en situation de handicap, sans pour autant bénéficier d'un vrai statut de la fonction publique et d'un vrai salaire. Leur contractualisation est l'une des causes des inégalités salariales.

SUD éducation revendique :

- l'égalité salariale entre les hommes et les femmes au travail comme dans la retraite, avec un salaire unique aligné sur le plus favorable,
- le maintien des avantages préférentiels pour les femmes tant que l'égalité des salaires et de la prise en charge des enfants n'est pas réalisée, vers la majoration des retraites du niveau des inégalités de salaires constatées,
- la neutralité des congés maternité, un congé parental mieux réparti entre les parents et mieux rémunéré,
- la titularisation sans condition de tou·tes les précaires, et l'arrêt du recrutement de personnels précaires,
- le développement des services de la petite enfance,
- le congé menstruel et la possibilité d'allaiter sur nos lieux de travail.



Grève
féministe !

